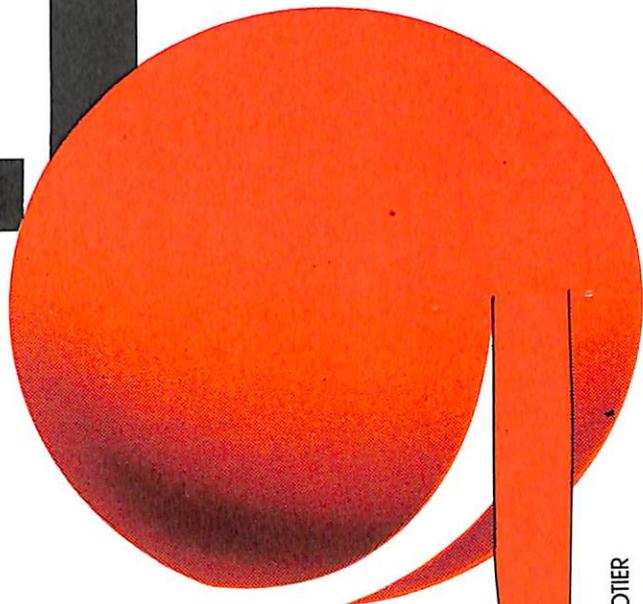


CAHIERS DE CLI

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL

96

HIVER
1988



POTIER





LE PROGRAMME DU CENTRE D'HISTOIRE DES VILLES WALLONNES

I. POUR UNE RECHERCHE EN COMMUN

Le Centre d'histoire des villes wallonnes a été fondé à l'Université de Liège, en 1985, à l'initiative du Professeur Claude Desama qui, à l'époque, en a démontré la nécessité; à présent faisons ensemble un premier tour d'horizon. Une présentation aussi peu formelle que possible donnera à chacun les coudées franches en vue de préconiser d'autres initiatives.

Qui dit *Centre d'Histoire* dit mise en commun de réflexions sur les changements qui s'opèrent au cours du Temps, qui se perçoivent à travers la longue durée, cette dimension privilégiée de l'Histoire. Au cours d'une première étape - celles qui a été franchie jusqu'à ce jour - il est inévitable que les explorations initiales soient menées individuellement. Le rôle du Centre est d'assurer progressivement leur complémentarité. A cette fin, nous sollicitons la vigilance critique de tous. Crier casse-cou si nous faisons fausse route; nous signaler surtout comment progresse la connaissance du phénomène urbain en dehors du milieu des historiens et en dehors du microcosme liégeois.

II. RETROSPECTIVE

Précurseurs

Comment se situer par rapport aux enquêtes antérieures ? L'équité la plus élémentaire exigerait que l'on reconnaisse d'abord sa dette à l'égard des auteurs classiques qui ont écrit l'histoire des cités médiévales, d'un Roger Mols qui a synthétisé des centaines de monographies consacrées aux villes d'Europe, d'un Léon de Saint-Moulin qui, au départ du cadastre de Seraing, concilie histoire et sociologie et montre en quoi les structures sociales sont davantage qu'une vue de l'esprit¹. On

¹ Roger Mols, *Introduction à la démographie historique des villes d'Europe du XIV^e au XVIII^e siècle*, 3 vol., Louvain, 1954-4956. Léon de Saint-Moulin, *La construction et la propriété des maisons, expressions des structures sociales. Seraing, depuis le début du XIX^e siècle*, 306 p., Bruxelles, Crédit Communal, 1969, est une des premières études historiques mettant en oeuvre l'ordinateur.

devrait à tout le moins signaler les travaux consacrés à Charleroi, à Maastricht, à Gand, à l'hinterland d'Anvers... Le manque de place empêche de mentionner même les plus importants.

H.J. Dyos et la renaissance de l'histoire de villes

Ils se sont multipliés surtout depuis 1968 et la parution, par le regretté H.J. Dyos (l'historien des villes victoriennes) de son *Agenda for Urban Historians*². Le même recueil préconisait le recours à l'ordinateur en vue de l'interprétation des registres de population. Il signalait aussi les procédés mis en oeuvre afin de n'être pas écrasé sous l'avalanche de sources massives. Dans tel faubourg de Londres qui, en moins d'un siècle, atteint le quart de million d'habitants, n'y a-t-il rien de mieux à faire que de les passer en revue un à un pour caractériser la croissance ?

Depuis le recueil de Dyos, on a vu foisonner livres, revues spécialisées, *text-books*, collections, expositions et colloques³. Ceux-ci orchestrent les variations autour d'un leit-motiv initial. En Belgique, par exemple, les réunions organisées par le Crédit Communal traitaient à l'origine des finances et des institutions communales pour aborder ensuite les constructions d'utilité publique et les services publics. A la Maison des Sciences de l'Homme en 1976, l'accent était mis sur l'urbanisme au sens strict : le décor architectural. A Aix-en-Provence en 1981, les historiens-démographes français et italiens confrontaient toute une série de manières de concevoir la croissance urbaine et de dresser un bilan démographique. A Lyon, la même année, sous le label "Habiter la ville", on traitait des immigrés, des quartiers, des formes de sociabilité.

² H.J. Dyos [ed.], *The Study of Urban History*, XII-400 p., London, Arnold, 1968; on y traite aussi bien des concepts que des techniques.

³ Parmi les revues : *Urbanism Past and Present*, *Urban History*, *Storia Urbana*.

Recueils : *Sulla crescita urbana in Italia. Industrialismo e forme di urbanizzazione*, ed. Alberto Mioni, 230 p., Milano, Franco Angeli, 1976. - *The Pursuit of Urban History*, ed. by Derek Fraser & Anthony Sutcliffe, XXX-482 p., London, Arnold, 1983, met l'accent sur les aspects culturels et méthodologiques. - *Urbanisierung im 19. and 20. Jahrhundert* [...], hrsg. v. Hans Jürgen Teuteberg, X-608 p., Wien, Böhlau, 1983.

Collections : *Histoire de la France urbaine*, sous la dir. de G. Duby, 5 vol., Paris, Seuil, 1980-1985.

Actes de colloques : *Annales de Démographie historique*, 1982, pp. 7-275, Paris, Mouton. - *Habiter la Ville*, sous la dir. de Maurice Garden et Yves Lequin, 316 p., Presses Universitaires de Lyon, 1985. Près de la moitié des communications présentées à Tokyo seront publiées par Academic Press en 1989. - Myron P. Gutmann, *The Dynamics of Urban Decline in the Late Middle Ages and Early Modern Times : Economic Reponse and Social Effects*, dans *Ninth International Economic History Congress, Bern, 1986. Debates and Controversies*, pp. 21-56, Zürich, Verlag der Fachvereine, 1986.

A Tokyo, en janvier 1986, on a pu entendre une quarantaine de rapports axés sur la dynamique propre aux populations citadines et sur l'urbanisation au sens anglo-saxon du terme. A Berne, en août 1986, la session consacrée au déclin des villes, permettait d'identifier les causes, les modalités et les types de décadence, tout en dégagant une synthèse sur les critères, les concepts et une chronologie à l'échelle européenne. Du même coup, c'en était fini d'un *a priori* triomphaliste commun dans notre historiographie qui s'ingénie à n'éclairer qu'une phase de l'évolution, à savoir la croissance.

Signalons au passage ce qu'une certaine manière d'écrire l'Histoire en termes de grandeur-et-décadence a de fataliste et, tout compte fait, de paresseux. Les freins qui bloquent la progression de certaines villes, les effets économiquement pervers qui condamnent d'autres à la stagnation sont de mieux en mieux identifiables. Il en est de même pour les retombées sociales : à côté d'indices manifestes comme un solde migratoire négatif ou un vieillissement de la main-d'oeuvre, il en est d'autres plus insidieux, comme une paupérisation relative.

Faute de temps, on va renoncer à inventorier les recueils publiés ici par les géographes, là par les architectes-urbanistes, plus loin encore par des sociologues, par des réformateurs ou des idéologues. Retenons-en que notre Centre d'Histoire des Villes Wallonnes s'inscrit dans un vaste courant. Il ne sera donc ni confiné à notre minuscule région liégeoise, ni une chasse gardée à l'usage des seuls historiens patentés, ni un havre à l'abri des remous de l'actualité.

Trois jalons plantés en 1984-1985

A ces charmes discrets, vient s'ajouter un atout majeur. Aborder en 1989 l'histoire des villes, c'est participer à la mutation qui est en train de donner un nouveau visage à l'histoire sociale et qui, demain, transformera à son tour l'histoire économique. Un simple constat : en 1984-1985, - ce n'est pas un pur hasard -, ont paru trois ouvrages également ambitieux par leur volonté de synthèse et qui, à tout le moins, montrent que l'étape des monographies vouées à une localité isolée de son contexte, cette étape est franchie. Désormais, la barre est placée plus haut. Jugeons-en.

- a) En économiste, Paul Bairoch sous-titre son livre *Villes et économie dans l'histoire*. Le titre *De Jéricho à Mexico* montre que toute la planète est concernée, depuis la préhistoire jusqu'au seuil du XXI^e siècle. Ce n'est pas l'endroit ici de s'attarder à une hypercritique effarouchée par l'un ou l'autre

raccourci simplificateur. L'enjeu est ailleurs. Il consiste à bien formuler les problèmes cruciaux. Sur le plan des méthodes : quelles sont les conditions à réunir avant de généraliser ? Quant au fond : sachant désormais mesurer quelques variables économiques et d'autres démographiques, quelles sont celles qui interviennent comme freins ou comme stimulants dans la croissance des villes ? Les historiens de notre pays, en particulier, n'éluderont pas les liens entre innovations techniques et culture citadine, entre industrialisation et urbanisation.

b) Dans *European Urbanization, 1500-1800*, Jan de Vries cerne d'autant mieux ses objectifs qu'il part d'une définition démographique de l'urbanisation. Celle-ci est à la fois :

- multiplication des villes considérées comme autant de noeuds tissant un réseau hiérarchisé;
- augmentation de la taille de chaque agglomération citadine prise à part.

Sans doute complète-t-il ultérieurement les critères statistiques en faisant intervenir les comportements puis le dosage des fonctions assumées par les citadins. Il n'en reste pas moins que sa base documentaire est une banque de données démographiques et que ses instruments d'analyse sont essentiellement statistiques :

- la distribution de 379 villes de plus de 10 000 habitants en fonction de leur taille (*rank-size distribution*);
- le recours au calcul matriciel pour décrire la transition d'une phase d'urbanisation à la suivante.

Sur ces robustes fondations s'élève la seconde partie du livre, consacrée aux caractères et à la dynamique de l'urbanisation. En adoptant comme cadre tout un continent, J. de Vries renonce à se cantonner au niveau régional. Les historiens wallons ne pourront en faire autant mais ils disposeront grâce à lui d'un contexte macro-économique (la coexistence de trois modes de production antérieurs à la grande industrie) et macro-social (la genèse du prolétariat mise en rapport avec les migrations), compatible avec ce que nous savons de notre urbanisation et de notre proto-industrialisation.

c) De 1985 encore date *The Making of Urban Europe, 1000-1950*, signé par Paul Hohenberg et Lynn-Hollen Lees. Les historiens y retrouveront leurs catégories familières : une périodisation fondée sur l'apparition de nouveaux

modes de production, un repérage des fonctions assumées par les villes. Ce qui est moins courant, c'est la savante interférence des données démographiques, des cycles économiques, des théories sur les réseaux des villes, des mesures de la croissance, de la genèse du paysage et du plan. Toutes ces variables s'expliquent réciproquement au lieu de se juxtaposer en descriptions cloisonnées⁴.

Ni révision, ni imitation : innover

Bien sûr, il y a quantité d'autres articles originaux, d'autres équipes au travail⁵. Mais Paul Bairoch, Jan de Vries, Paul Hohenberg viennent de produire davantage que des livres : des oeuvres. Il s'agit d'y puiser une inspiration, d'en faire autant de tremplins pour prendre un nouveau départ. Il serait réactionnaire, - au sens premier du mot -, d'intenter une sorte de procès en révision, "attendu que" toute synthèse est vulnérable ou, plus platement, qu'il y a toujours des puces dans la crinière du lion. Faut-il évoquer ici l'aveuglement des historiens d'il y a un demi-siècle, qui ont ignoré Lewis Mumford sous prétexte que c'était un autodidacte ? Il serait mesquin d'imiter en miniature, avec dix ans de retard, les banques de données agrégées qui ont fourni à nos collègues d'Outre Atlantique ou de Genève, l'assise documentaire originale sans laquelle on est voué à la compilation.

Plus positivement, nous voici au pied du mur, c'est-à-dire tenus d'adapter (et non pas d'adopter) des méthodes qui viennent de faire leurs preuves. C'est le cas du classement des villes en fonction de leur taille. D'après l'allure de la distribution, les villes sont réparties en une demi-douzaine de catégories. Une fois reportée sur la carte, cette hiérarchie permet de déceler un ou plusieurs types de réseaux urbains. Le procédé est courant et il ne s'agit nullement d'y renoncer. Esquissons simplement quelques recherches complémentaires susceptibles de remédier à ce que la démarche a d'un peu mécanique.

Une population citadine y est essentiellement définie par son effectif exprimé en nombre *absolu*; variable facile à saisir et toujours significative. L'économiste sera tenté

⁴ Paul Bairoch, *op. cit.*, 712 p., Paris, Gallimard, 1985. - Jan De Vries, *op. cit.*, XVIII-398 p., Harvard Univ. Press, 1984. - Paul Hohenberg & Lynn-Hollen Lees, *op. cit.*, XIV-400 p., Harvard Univ. Press, 1985. P. Bairoch vient de publier *La population des villes européennes, 800 à 1800*, Genève, Droz, 1988.

⁵ Un fichier bibliographique est en cours d'informatisation. - Mentionnons au premier chef parce qu'ils s'attachent à l'histoire des populations citadines, les centres de Liverpool, de Lyon, de Genève et d'Austin (en liaison avec Berkeley et Bloomington).

de la pondérer en fonction de l'importance *relative* de la population active et de son niveau d'instruction ou de qualification. Le démographe, en fonction de son renouvellement (indices de fécondité, aire de recrutement des immigrés, vieillissement).

L'espace est mesuré en kilomètres. Passe encore pour l'espace à l'intérieur des limites communales : dans notre pays, on ne connaît guère ces villes composées d'une mosaïque de quartiers avec leurs ethnies et leurs fonctions économiques hétéroclites⁶. Mais à l'extérieur, dans le réseau que tissent les villes entre elles, les distances s'expriment bien plus adéquatement en heures de parcours (isochrones) qu'en kilomètres. La plasticité de l'espace n'a plus grand'chose à voir avec les obstacles naturels (relief, fleuves); elle reste tributaire des grands axes de communication et de l'équipement en moyens de transports. Chaque changement dans le mode de production économique dominant - par exemple : le passage de la proto-industrialisation à la révolution industrielle - aboutit à remodeler l'espace. Celui-ci n'est donc ni inerte ni permanent.

Le temps, à son tour, ne se laisse pas découper, par exemple, en rondelles de 100 ans. Les événements politiques et surtout les innovations techniques arrêtent ou accélèrent la croissance selon un calendrier qui n'a rien à voir avec les millésimes en chiffres ronds. Qu'il suffise de citer l'afflux des métaux précieux, les guerres permanentes du règne de Louis XIV, le rail, le moteur à explosion...

En somme, le procédé de distribution des villes en fonction de leur taille aboutit à homogénéiser nos trois dimensions familières : démographique, géographique, chronologique. Une simplification, indispensable quant on travaille à l'échelle d'un continent et d'un millénaire, gagnerait à être reconsidérée par ceux qui se contentent de la Wallonie et des deux derniers siècles.

Le fait de démarrer à la fin des années 1980, en Wallonie, avec les moyens du bord, nous contraint à l'innovation.

- La décennie '80 nous oblige à tenir compte des changements qui viennent de métamorphoser l'histoire sociale;

- travailler à l'échelle de la Wallonie, ce n'est pas se mettre des oeillères, c'est choisir le niveau d'observation le plus adéquat ;

⁶ L'hétérogénéité sociale est néanmoins la règle. Elle se traduit par de profondes différences de mobilité et donc des migrations spécifiques. - H. Carter, *Urban Historical Geography*, Londres, Arnold, 1983; A. Radeff, *Cercles ou noyaux ? Les espaces lausannois au XVIIe siècle*, dans *Revue suisse d'histoire*, t. 34, p. 69-86, Bâle, 1984.

- utiliser les moyens du bord, c'est dégager les priorités que nous assignent les ressources documentaires, les talents des chercheurs disponibles, les attentes du public wallon et, en particulier, les besoins du monde des enseignants.

III. PERSPECTIVES

En 1989 : une autre histoire sociale

L'histoire sociale vient de subir une crise d'identité. Elle a fait sa maladie infantile sous forme de boulimie, annexant vie quotidienne, mentalités, sociabilité, culture populaire, avalant d'une même bouchée les institutions en tant qu'instruments de domination de toute oligarchie et l'histoire politique réduite au rang de "paradigme" juste bon à illustrer le processus (social, bien entendu) de la prise de décision...

Au cours des *golden sixties*, lorsque tout semblait à portée de main, lorsqu'aucun projet ne paraissait utopique, les *Annales* ont propagé cette fièvre de toucher-à-tout, cette fascination à l'égard des curiosités du sociologue et des structures exotiques décryptées par l'anthropologue. Pour avoir éprouvé cette sorte de vertige, bien des historiens de langue française ont largué par dessus bord le viatique essentiel : la trame chronologique sans laquelle le changement social est inintelligible. Ils ont cru que la performance suprême consistait à projeter dans le passé les gros titres d'un manuel de sociologie ou les modèles de l'économètre. Si le sociologue et l'économiste disposent de mille astuces pour donner aux structures qu'ils observent les apparences de l'intemporel et, à partir de là, pour généraliser, l'historien, lui, est aux prises avec des réalités mouvantes. Au départ, rien n'est directement comparable.

a) Les concepts changent

Les paramètres les plus objectifs en apparence sont sujets à caution. Un kilomètre mesure toujours la même longueur, mais la distance à parcourir - on vient de le voir à propos des réseaux des villes - n'est pas la même selon que la route se fait à pied ou en auto. A s'en tenir au seul nombre d'habitants, telle capitale de 1780 serait une modeste ville de province en 1980. L'échelle des grandeurs où nous inscrivons nos totaux consciencieusement calculés, a une fâcheuse propension à devenir logarithmique ! Mais quelle en est la base ?

Les catégories, à leur tour, ne gardent pas le même contenu. Les tondeurs de Verviers qui, en 1759, renouvellent leur "fraternité" (syndicat), le *Lumpenproletariat* qui inquiète Karl Marx, les salariés qui prennent d'assaut le train d'Ostende en juillet 1936 pour goûter leurs premiers congés payés, ils sont tous recensés comme ouvriers. Mais leurs masse, leur niveau de vie, leur organisation, leur conscience de classe, qu'ont-elles de commun ?

b) Les procédés d'observation multiplient les approches

Le recensement de 1981 ne vaut pas celui de 1880; en revanche, l'historien d'aujourd'hui s'est mis à organiser des interviews, à collecter des récits de vie, à disséquer le vocabulaire le plus anodin, selon les règles de l'analyse du contenu.

c) Les méthodes s'affinent : analyses longitudinales

En un premier temps, le recours à l'ordinateur permet de manipuler des masses de données quantifiables. Hélas, sur ce terrain, la loi des rendements décroissants joue vite : 200 000 habitants d'un arrondissement, dénombrés selon les catégories de l'Institut national de Statistique, n'ont pas grand chose de plus à nous apprendre que 2 000 dont la représentativité est prouvée. Un ordinateur tient davantage de la balance d'orfèvre que du bulldozer. Où, par définition, l'informatique déploie sa supériorité, c'est dans son agilité à combiner ou à dissocier des parcelles d'informations, c'est-à-dire le couplage, les classements hiérarchisés, l'interprétation d'une gamme de variables se rapportant à un groupe et à ses diverses composantes : individu, ménage, gens du même métier ou du même statut. La difficulté est élevée au carré lorsqu'il s'agit de suivre, à travers le temps, un puzzle à x dimensions en train de se combiner ou de se brouiller.

Depuis 1987, l'horizon s'est éclairci grâce à un nouveau bond en avant des techniques informatiques : les bases de données relationnelles. Celles-ci portent bien leur nom, car elles ne se contentent plus d'entasser d'énormes fichiers dans les mémoires périphériques d'inaccessibles ordinateurs. Elles ordonnent les variables en tableaux et les chemins d'accès sont balisés par la correspondance des attributs. Dès lors on peut altérer la structure des données sans devoir changer de programmes d'application. A partir de P.C. ordinaires, les langages de recherche créent des outils

(tables, index) et tiennent à jour (insertion, suppression, correction) la base de données, ce qui permet de résoudre des problèmes surgissant à l'improviste⁷.

Sur ce terrain de rencontre entre historiens et démographes qu'est l'analyse longitudinale - assistée ou non par ordinateur - s'accomplissent des progrès dont on commence seulement à apprécier la portée en histoire sociale. Depuis une trentaine d'années, la méthode de reconstitution des familles mise au point par Louis Henry a procuré d'abord les précisions requises en matière de taux de fécondité, nuptialité, mortalité. A présent, on l'exploite en vue de mesurer la mobilité (cycles d'agrégation et de désagrégation des ménages, migrations, différences intergénérationnelles). Enfin, on dépasse la morphologie un tantinet désincarnée et pourtant chère aux démographes "purs", car on réussit à définir une population par ses traits et par ses dynamiques spécifiques (âge et provenance, métier et statut, besoins et ressources, niveau d'instruction, mobilité, etc) et non plus par les immuables circonscriptions administratives à l'intérieur desquelles elle a été recensée.

A ce prix, on approche enfin des conditions quasi expérimentales créées dans un laboratoire. Chacune des variables étant mieux isolée, le jeu des causes et des effets cesse d'être une frustrante partie de cache-cache.

Examiné au microscope de l'analyse longitudinale, le remplacement continu des générations, pas plus que le rythme de la mobilité - qui est essentiellement chronologique - ne sont plus escamotés. Tout se passe comme si le cinéma détrônait la photographie. En juxtaposant des portraits faits à plusieurs années de distance, on jalonne les étapes d'une carrière. C'est ce qui s'obtient en plus grand lorsqu'on calcule les différences entre deux recensements : l'ordinateur décèle, classe et comptabilise une multitude de changements mais c'est à l'historien d'interpoler, après coup, la trajectoire. L'analyse longitudinale épouse l'évolution en train de se produire : le déroulement de la vie d'un ménage, le renouvellement du personnel d'une entreprise, la rotation des habitants d'un faubourg, l'accès à la propriété ou, en sens contraire, l'instabilité chronique des salariés.

Cela implique l'entrecroisement d'une demi-douzaine de variables et une maîtrise progressive des procédures de couplage automatique. Il importe en effet, de concentrer

⁷ En 1988, les élèves du cours de *Méthodes des Sciences Economiques et Sociales appliquées à l'Histoire*, ont expérimenté un générateur de programmes, conçu en fonction des sources d'archives du XIXe siècle et dont le mode d'emploi a été rédigé par S. Pasleau, *Historical Data Bases as a field for Structured Query Language*, 62 p., in-8°, U.L.g., Liège, Laboratoire d'Informatique Documentaire, 1988. - ID., *Les Bases de Données en sciences humaines. Conception et gestion, Ibidem*, 1988. - ID., *S.Q.L., Langage et Système de Gestion de Bases de Données Relationnelles*, 285 p., coll. "Editests", éd. P.S.I., Paris, 1988.

un aussi long effort sur les seules sources sûres et sur les seules données significatives. Faute d'avoir ménagé les étapes, le couplage a jadis été une pierre d'achoppement tant pour les historiens mal à l'aise dans les techniques d'échantillonnage que pour les informaticiens qui, au départ, ne soupçonnent ni les ressources ni les pièges de la documentation ancienne.

Sur le terrain, le partage des tâches est mouvant. La fameuse prophétie : "L'historien sera informaticien ou ne sera plus !" fait sourire aujourd'hui, depuis qu'un banal *package* de logiciels est plus performant que toute une équipe d'informaticiens des années '70.

Dès à présent, le traitement des sources nominatives, la perspective longitudinale, l'analyse empirique de la causalité, tout cela a déjà été soumis au banc d'épreuve de la démographie historique et est en train de renouveler de fond en comble l'histoire sociale. Peut-on en dire autant de l'histoire économique ?

d) En attendant une autre histoire économique

Entre essor de la population et progrès économique, la dialectique apparaît beaucoup plus complexe qu'il y a une vingtaine d'années. On se contentait alors de survols à haute altitude, d'aligner nombres d'habitants, volumes de la production céréalière, taux moyens d'accroissements annuels.

Jusqu'à la transition démographique, c'est la nuptialité - et, à travers elle, le principal mécanisme autorégulateur des populations pré-malthusiennes - qui répercute, avec retard, les contractions du marché de l'emploi provoquées par les crises⁸.

En ce qui concerne la chute de la fécondité, la thèse de René Leboutte met en évidence l'impact de l'alternance des phases A et B, surtout de 1850 à 1910⁹. Encore faut-il nuancer eu égard au standard de vie (pauvreté de masse ou paupérisation limitée aux industries les plus vulnérables), aux secteurs industriels et donc aux sous-régions, aux niveaux d'instruction, etc.

Quant à la mortalité, le rôle des variables strictement économiques (montant des salaires, volume de l'emploi) s'estompe, même si l'on fait abstraction de sa

⁸ E.A. Wrigley, *Marriage, Fertility and Population Growth in Eighteenth-Century England*, dans R.B. Outhwaite [ed.], *Marriage and Society*, pp. 137-185, London, 1981.

Id., *The Growth of Population in Eighteenth Century England : a Conundrum resolved*, dans *Past and Present*, n° 98, pp. 121-150, Oxford, 1985.

⁹ R. Leboutte, *Reconversions de la main-d'oeuvre industrielle et transitions démographiques. La Basse-Meuse liégeoise, XVIIe-XXe siècles*, 500 p., Liège, 1988. - ID. et R. Wall, *Ménages et production économique*. Rapport présenté au Congrès de Berne, 1986 (à paraître).

composante jadis primordiale, à savoir la mortalité infantile, pour ne s'en tenir qu'à l'espérance de vie des adultes. Depuis l'espacement des pires calamités (famines, choléra, guerres), on constate que les relations de causes à effets diffèrent selon que l'historien les observe à long ou à court terme¹⁰.

Le désarroi de la pensée économique depuis un quinzaine d'années rend les historiens de plus en plus réticents à l'égard de théories dont la gratuité est patente. Le fameux "Halte à la croissance" (1971) tout autant que la flambée des prix de l'énergie, ont ouvert les vannes à un flot de discours où la perspective historique fait défaut. Comme si c'était la première fois qu'une crise déclençait un changement de structure, un remodelage de l'espace économique, le déclin de toute une catégorie de villes ! Il ne faut rien dramatiser car, à vrai dire, il n'y a pas de heurts entre économistes et historiens. Tout simplement, dans les pays de langue française, ils ne sont plus sur la même longueur d'ondes. Rien d'étonnant à ce que l'histoire économique n'ait guère bénéficié des micro-analyses qui ont renouvelé l'histoire sociale. Elle s'attarde parfois aux chimères d'une économétrie anachronique, comme s'il n'y avait rien de plus impérieux que de reconstituer des fragments de compatibilité nationale à une époque où l'Etat national n'intervenait guère dans l'activité des entreprises¹¹ !

e) Le coût d'aménagement des espaces urbains

Plus prosaïquement, nous commençons à rassembler les séries de variables qui interviennent dans l'aménagement des espaces urbains : montant des loyers, accès à la propriété et aux services, part du logement dans le budget des ménages, recours aux équipements collectifs, coût des transports. Ici encore, certaines formes de la mobilité, telles que les migrations dites circulaires et les navettes, incitent à corriger ce qu'ont de trop tranché les catégories géographiques (oppositions ville/campagne) et démographiques (main d'oeuvre locale/étrangère).

Trop rares sont les sociologues, les géographes (même spécialistes de l'aménagement du territoire) et les démographes (fussent-ils attentifs à la population active) qui font intervenir une courbe de prix, une courbe des salaires, la part

¹⁰ Roger S. Schofield, *Through a Glass Darkly : The Population History of England as an Experiment in History*, dans *Journal of Interdisciplinary History*, vol. XV, pp. 578-581 (entre autres), M.I.T. Press, 1985.

¹¹ J.-C. Perrot, *Histoire économique et démographie historique*, dans *DH Bulletin d'Information*, n° 38-39, pp. 19-36, Paris, 1983. - Une certaine crise en France d'une certaine histoire économique est évoquée par Michel Morineau, *Old, New but True Economic History*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 32, pp. 479-480, Paris, 1985.

d'investissement absorbée par les dépenses d'infrastructure d'une firme ou d'une commune. Les historiens, eux, ne peuvent esquiver l'évolution à long terme de ces variables. Il leur reste donc beaucoup à prospecter pour traiter ce thème et il n'est pas prématuré d'annoncer que tout ce qui a trait à la main-d'oeuvre - dénombrement, distribution, qualification recrutement, mobilité, rémunération - est d'ores et déjà inscrit en tête des priorités.

En Wallonie : plusieurs niveaux d'observation

L'histoire des villes - au pluriel - ne se laisse pas emprisonner dans un cadre arbitraire. P. Bairoch, les *Annales E.S.C.* de 1974, le Séminaire de Tokyo en janvier 1986, le Colloque de Berne en août 1986, englobent le monde entier; P. Hohenberg, J. de Vries et, avant eux, H. Pirenne et R. Mols, s'en tiennent à l'Europe.

L'avantage de voir grand est d'échapper aux découpages arbitraires. Nous borner à la Wallonie nous exposerait à ce reproche si nous ne réussissions pas à compenser par une analyse en profondeur la disgrâce de travailler dans un cadre minuscule. Encore faut-il évaluer, dès le départ, les exigences que comporte pareille résolution. Elles découlent de l'idée que nous nous faisons de l'urbanisation, laquelle à son tour, est tributaire d'une définition de la ville. Rassurons le lecteur : il n'est pas question de s'enliser dans des spéculations théoriques. Il suffira de prendre acte des divergences les plus patentées.

a) Quatre définitions de la ville : autant d'approches de l'urbanisation

Aux yeux des juristes - suivis en cela par la plupart des historiens naguère encore médiévistes de formation - la ville est une institution de droit public. Sous l'Ancien Régime, ses habitants sont des bourgeois et comme tels, ils jouissent d'un statut privilégié qui les distingue des autres ordres et des campagnards.

Les démographes partent d'un seuil numérique : 2 000, 5 000, 10 000 habitants et plus, agglomérés ou non au chef-lieu. Au-delà de ces minima, on a affaire à des citadins. Le fait qu'un tel critère soit disponible pour des centaines de villes à partir du Moyen Age, l'évidence de sa signification due tant à ses propriétés discriminantes qu'à une tradition remontant à l'Ancien Régime, il n'en faut pas davantage pour expliquer qu'il ait été retenu par presque tous les auteurs jusqu'à présent invoqués. Toutefois, à partir du XIXe siècle, au moment même où l'urbanisation prend un nouvel essor, banlieues et lotissements s'étendent au loin, ce qui fait que le seuil que constitue le

nombre minimum d'habitants dépend des contours que l'on assigne à l'agglomération et, en dernière analyse, demeure tributaire du découpage conventionnel des circonscriptions administratives.

Les géographes échappent à cet arbitraire en considérant la ville comme un paysage (plus exactement : *townscape*) dont la structure (lignes maîtresses du plan, agencement des fonctions), comme le tissu (le parcellaire, la hauteur des bâtisses) et les formes (volumes, couleurs, bruits, prétentions architecturales) sont totalement façonnées par l'homme¹². Qu'il soit vu comme un émouvant palimpseste ou comme un cuisant constat d'échec - les "erreurs monumentales", la place Saint-Lambert - ou comme utopie en germe, le paysage urbain est le document irremplaçable qui montre comment, à travers l'épaisseur des temps, la vie en commun finit par se résoudre en allocation de l'espace.

Pour maints sociologues enfin, la ville est un réseau de relations d'une inépuisable variété et, par conséquent, d'une exceptionnelle densité. Pour ma part, je partage cette conviction que chaque ville est, à son échelle, un bouillon de culture et, comme telle, un accélérateur du changement sous toutes ses formes : politique, culturel, technologique, et en définitive social.

Si justifiée que soit l'ambition des sociologues, elle se heurte, pour peu qu'on la projette dans le passé, au silence obstiné des témoins. L'histoire orale pourrait explorer trois ou quatre des décennies écoulées, voire les souvenirs de la génération adulte avant les "Trente Glorieuses" (1945-1974). Au-delà de cette mince frange, tout reste à prospecter, à commencer par l'analyse du contenu des mémoires, de la presse, des romans populaires, etc. Sans doute peut-on faire confiance aux sources nominatives. Toutefois, une méthode aussi éprouvée et aussi productive que la reconstitution des familles et des réseaux de relations n'éclairera jamais qu'un pan d'une sociabilité dont on sait par avance qu'elle est multiforme.

La notion de ville est donc approchée de quatre points cardinaux. Nous venons de les esquisser d'une manière tellement simplifiée qu'une quelconque tentative de bilan serait une caricature. Trancher *a priori* est d'ailleurs inopportun. Dans l'état actuel de nos ignorances, le mieux est de ne rien exclure. Ce n'est certes pas par complaisance à l'égard d'un éclectisme qui serait capitulation devant la cohue des explications en tous sens, c'est-à-dire contradictoires ou insignifiantes.

¹² A. Joris, *La notion de "ville"*, dans *Les Catégories en Histoire*, ed. Ch. Perelman, pp. 87-101, Université Libre de Bruxelles, 1969. - Répertoire des critères utilisés depuis 1841 par D. Denecke, *Der geographische Stadtbegriff und die räumliche-funktionale Betrachtungsweise bei Siedlungstypen mit zentraler Bedeutung in Anwendung auf historische Siedlungsepochen*, dans *Vor- und Frühformen der europäischen Stadt [...]*, I, pp. 33-35, Göttingen, 1973.

Parce que nous sommes les premiers à adopter comme cadre la Wallonie, il est impossible de déceler d'emblée quelle sera la définition de la ville et, par voie de conséquence, le type d'urbanisation le plus apte à rendre compte de l'évolution propre à la Wallonie. De même que le mouvement se prouve en marchant, le déroulement d'une recherche finit par éliminer les poids morts et par se rabattre sur les filons les plus riches. Il n'en manque pas en Wallonie. Nous n'avons pas hésité à choisir les bassins industriels. Sans doute sont-ils des hybrides - ni villes, ni campagnes - et, par là même, difficiles à cerner. Mais ils constituent des espaces économiques primordiaux aussi longtemps que la houille conserve un quasi-monopole parmi les énergies commercialisables; ils furent aussi les creusets où s'est accélérée la transition démographique ainsi que des catalyseurs de la conscience de classe. De nos jours, la désindustrialisation de la Wallonie n'est pas un frein à son urbanisation. Les vieux pays noirs se fondent dans la grisaille des banlieues mais ils ont marqué notre économie et notre société d'une trace ineffaçable¹³.

b) Du destin individuel à la masse anonyme

En attendant, nous n'avons aucune raison *a priori* de laisser en friche un champ d'observation. Même le culte de la personnalité peut devenir un révélateur des idéaux du groupe. Les noms de nos rues, des foules de statues, montrent à quel point le citadin reconnaît ses porte-drapeaux, s'identifie à quelques destinées exemplaires.

Lignées, clans, clientèles attestent la persistance des réseaux familiaux. Sociétés, clubs, partis, écoles et chapelles sont autant de maillons qui "pilarisent" le Belge depuis deux siècles.

L'esprit de quartier (jadis de clocher), le particularisme local, la réalité économique qu'est un bassin industriel, l'appartenance à une communauté linguistique, le patriotisme national, la consommation de produits culturels dans le monde occidental, voilà autant de manières d'insérer l'histoire des villes dans un espace à x dimensions.

Leur multitude ne donne pas le change au chercheur. Individu, Famille, Société, Bassin industriel, Pays, Europe des Cultures... autant d'abstractions aussi longtemps que nous n'en aurons pas démontré la consistance et la pertinence à travers l'histoire

¹³ E. Helin, *Vie et mort des bassins industriels* dans *Bull. du Département d'Hist. écon.*, n° 17, p. 29-53, Université de Genève, 1987. - Au Congrès de Namur en août 1988, M.R. Leboutte a traité du même thème avant la Révolution Industrielle et, au Colloque du Conseil de l'Europe consacré aux *Monuments Techniques de la Mine* organisé par le Deutsches Bergbau Museum de Bochum (septembre 1988), il a préconisé une enquête à l'échelle de l'Europe.

des villes wallonnes. Chacun de ces niveaux d'observations génère ses propres significations. *A priori*, aucune ne sera superflue lorsqu'il s'agira de tisser la trame d'une histoire totale.

Tonique ambition ou flagrant délire ? La nécessité de vivre avec les moyens du bord va nous servir de garde-fou.

Du bon usage de la crise : dégager des priorités

Un Centre d'Histoire n'a de chance de survivre que s'il produit et diffuse des connaissances, non pas en l'an 2000 mais en marquant des points à chaque année académique. Le temps est la denrée la plus rare, donc la plus délicate à gérer, pour peu que l'on se refuse à brader les exigences scientifiques.

A. Il serait puéril d'accorder la préférence à la dernière en date des modes scientifiques. Plus réalistement, on a tout à gagner en restant sur le terrain dont la plupart d'entre nous ont déjà une certaine expérience : la démographie. Au demeurant, une connaissance des structures sociales repose inmanquablement sur une analyse non seulement de la population en général, mais des sous-populations qui s'y intègrent grâce à leurs caractères communs et en dépit de leurs traits distinctifs.

B. Pourtant en 1989, traits morphologiques et structures ne monopolisent plus l'attention. Les conjonctures et les changements, en raison de leur déroulement au fil du Temps, requièrent l'intervention des historiens. Comme toutes les manifestations de la mobilité (remplacement des générations, migrations, acculturation) s'entremêlent, on se voit contraint de combiner plusieurs variables, donc de recourir aux procédures de couplage. Le livre récent de Claude Desama montre déjà comment des cohortes successives de jeunes immigrés ont été le facteur décisif de la transformation des structures démographiques¹⁴. Il convient de poursuivre dans cette voie.

C. Enfin l'adoption du long terme incite à suivre les avatars de la ville depuis le XIXe siècle où la cité est toujours prisonnière de ses remparts médiévaux, jusqu'à la grande agglomération contemporaine avec ses lointaines banlieues. Entre deux, les faubourgs ouvriers et les "pays noirs", sont par excellence, les théâtres de notre

¹⁴ Cl. Desama, *Population et révolution industrielle. Evolution des structures démographiques à Verviers dans la première moitié du XIXe siècle*, Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, t. 243, p. 264-267, 1986.

industrialisation. A ce titre, ils méritent de retenir par priorité l'attention des historiens wallons, d'autant plus que, dans les autres pays, les spécialistes des villes les passent sous silence.

Infrastructure démographique (A), maîtrise des multiples variables intervenant dans la mobilité (B), primauté des bassins industriels (C), ces trois impératifs nous confrontent à l'obstacle de la pléthore documentaire.

Les milliers de registres de population, les kilomètres de rayons croulant sous les in-folio donnent le vertige pour peu que l'on calcule le temps qu'absorbera leur dépouillement... peut-être en pure perte si l'on s'attarde à ressasser des problèmes déjà résolus ! A quoi bon, par exemple, rectifier d'un ou deux pour mille un taux de fécondité ?

Par les moyens du bord et sous les contraintes d'un budget-temps, nous voilà ramenés au carrefour où se prennent les options décisives : ou bien amonceler des données avec l'espoir qu'elles deviendront un jour ou l'autre utiles ou les sélectionner en fonction des équations à résoudre ici et maintenant.

La sélection est d'abord affaire de critique : "l'abondance statistique" qui risque de submerger l'historien ne doit pas accréditer l'illusion que les sources, même nominatives, sont uniformément fiables. La priorité accordée aux évolutions à long terme incite à rebuter les séries criblées de lacunes, ou interrompues après 1914, ou encore malaisément maniables (registres de population ou d'état-civil dépourvus de tables, par exemple).

A cet égard, la récente création à Liège d'un consortium européen de banque de données démographiques est un gage de qualité. D'ores et déjà la mise au point d'un programme de saisie des données (Legia II), l'adoption de logiciels standards et de générateurs de programmes (H.D.B./SQL) sont autant d'étapes dans la longue marche qui doit aboutir à la comparabilité des résultats. Celle-ci, à son tour, devrait stimuler une avantageuse division internationale du travail.

Recherches en cours à Liège

Dans l'immédiat, les Liégeois sont déjà aux prises avec trois recherches qui feront l'objet de rapports ultérieurs.

Parmi les critères qualitatifs qui définissent la ville, les fonctions culturelles ont été retenues par Muriel Verbeeck. Elle s'attache, en premier lieu, aux initiatives publiques d'intérêt collectif : théâtres, bibliothèques et conservatoires communaux...

Le prestige des médecins illustre l'irrésistible ascension sociale d'une élite d'un genre nouveau puisqu'elle s'impose par la science plus que par la naissance ou par la fortune. Carl Havelange montre que la médicalisation a progressé d'abord parmi les citadins. Les villes sont d'ailleurs le terrain le plus propice à la multiplication des services, c'est-à-dire à l'apparition de nouvelles professions dans le secteur tertiaire. A travers lui, progresse la diversification de l'économie comme de la société.

Les villes ne sont pas seulement le creuset d'une nouvelle culture, les matrices d'une autre société, elles accélèrent le brassage de toute la population. J'espère tirer parti d'une série d'études récentes accomplies à l'étranger, pour montrer en quels termes se pose désormais le problème des migrations dans les villes wallonnes.

Et ailleurs ?

Ailleurs, c'est le Brabant wallon, le Namurois et le Luxembourg; Charleroi, le Centre, Mons, Tournai. Dans une Europe qui redevient petit à petit un pays sans frontière, c'est aussi le Nord/Pas-de-Calais, les deux Limbourgs, Aix et la Rhénanie. Ce qui se passe ailleurs ne peut être exposé avec compétence que par d'autres.

Ailleurs, c'est ce qui dépasse le microcosme de notre Institut d'Histoire. Les points de vue des géographes, des urbanistes, des experts en finances publiques, des sociologues ne se confondent pas avec les nôtres. Ils nous sont indispensables mais ne seront correctement interprétés que par des spécialistes.

Ailleurs, c'est peut-être autrement. Alors que l'historien suit le fil du temps (industrialisation, reconversions, désindustrialisation), nos contemporains, familiarisés avec le *flash-back*, interrogent le passé dans le sens inverse à celui du calendrier, c'est-à-dire en partant de l'actualité la plus brûlante et en allant à la recherche de ses racines. Deux exemples :

La crise des finances communales pose la question : quelle était la marge d'initiative des autorités locales à l'époque où elles n'avaient pas le droit de s'endetter ?

Une émission T.V. - "C'est à voir" - soulève le problème du coût de l'accès aux grandes villes par des autoroutes et suggère une réponse : scandaleux gaspillage ! L'historien pourrait utilement intervenir dans le débat en expliquant que les solutions antérieures, à savoir le train, les vicinaux, les trams, n'étaient ni parfaitement efficaces ni gratuites.

Aborder le passé autrement, c'est accepter de remettre en cause la diffusion du savoir. Le temps des *Monumenta* est révolu; aussi anachroniques déjà, les avalanches de listings. Le public attend des livres brefs mais bourrés d'illustrations ou de graphiques grâce auxquels une seule courbe synthétise des milliers d'informations. La plus savante des thèses tombe dans l'oubli si elle n'est pas répercutée dans la presse spécialisée, par les colloques, à la T.V. Un Centre comme le nôtre ne peut ignorer les médias.

Etienne HELIN,
Université de Liège.

